



CIPRA

VERSION FRANÇAISE ISSN 2225-3882

ALPENSCÈNE

LA REVUE DE LA CIPRA

N° 109 / 2022



Les Alpes de demain

70 ans de la CIPRA

Éditorial Page 3

Visage Alpin

Edith Ebers Page 4

Les Alpes de demain — 70 ans de la CIPRA

Renforcée par la crise

Un regard personnel sur l'histoire de la CIPRA Page 5

« Nous voulions la même chose que vous aujourd'hui »

Dialogue des générations entre Sofia Farina et Stefan Witty Page 8

Panorama

Grandes avancées et revers de la CIPRA Page 12

La CIPRA est-elle féminine ?

La place croissante des femmes Page 14

« La pression sur les Alpes n'a jamais été aussi forte »

Entretien avec Marjeta Keršič-Svetel Page 15

Sept personnes, sept visions

À quoi ressembleront les Alpes dans 70 ans Page 16

Regard oblique Le droit à des Alpes intacts

Pourquoi la Convention alpine est plus pertinente que jamais Page 20

Par monts et par vaux Page 22 Point d'orgue Page 23

Bande-annonce Page 24



Schaan, mai 2022

Chère lectrice,
cher lecteur,

La vision de la CIPRA est déjà devenue une fois réalité, lorsque la Convention alpine a vu le jour. Aujourd'hui, à l'occasion de son 70^e anniversaire, la CIPRA s'interroge de nouveau sur sa mission, et dessine des avenir possibles pour les Alpes de demain.

La CIPRA a été créée il y a soixante-dix ans, guidée par la vision d'un avenir soutenable pour des Alpes où les décisions seraient prises dans le respect de la nature. En 1952, cette idée était neuve. La CIPRA a milité depuis sa fondation pour l'élaboration d'une convention internationale qui engagerait tous les pays alpins. Cet objectif a été atteint près de quarante ans plus tard, en 1991, avec la signature de la Convention alpine. Une initiative partie de la société civile est ainsi devenue un traité international contraignant.

Au fil des ans, d'autres succès ont suivi, portés par l'ambition de la CIPRA : la construction d'une communauté alpine qui, malgré la diversité des langues et des cultures, échange, se comprend et se coordonne du nord au sud et de l'ouest à l'est. La création d'« Alliance dans les Alpes », le premier réseau de communes engagées dans la mise en œuvre de la Convention alpine, ou la mise en place du premier Conseil de jeunes transalpin, qui a inventé et mis en œuvre de manière exemplaire un billet donnant accès à tous les transports en commun des Alpes, ne sont que quelques-uns des nombreux succès dont nous sommes fiers. Vous en apprendrez plus dans les pages suivantes.



Confortée par ces succès, la CIPRA développe sans relâche sa vision. Nous savons que nos chances de concrétiser celle-ci augmentent si nous pouvons créer des récits positifs sur les changements nécessaires, et imaginer d'autres avenir. Aujourd'hui, l'avenir de la biosphère, et donc aussi celui des Alpes, est placé sous le signe de projections scientifiques sur la catastrophe climatique et l'effondrement de la biodiversité. La CIPRA doit donc, aujourd'hui plus que jamais, continuer à mobiliser son imagination collective, et montrer dans la pratique que d'autres formes de vivre ensemble sont possibles, et même souhaitables, si nous voulons continuer à bien vivre dans les Alpes. Nous vous invitons, chère lectrice, cher lecteur, à nous accompagner dans cette aventure. Puissent les soixante-dix prochaines années apporter des avancées décisives vers le changement que les Alpes méritent !

En vous souhaitant une lecture visionnaire,

Serena Arduino et Bianca Elzenbaumer

Coprésidentes de CIPRA International

CIPRA, UNE ORGANISATION
AUX ACTIVITÉS ET AUX VISAGES MULTIPLES

La Commission Internationale pour la Protection des Alpes, la CIPRA, est une organisation faîtière non gouvernementale avec des représentations nationales dans sept pays alpins ; elle regroupe plus de cent associations et organisations. Elle œuvre pour un développement durable dans les Alpes, comprenant la préservation du patrimoine culturel et naturel, de la diversité régionale, ainsi que la proposition de solutions transnationales répondant aux problèmes rencontrés dans l'espace alpin.

MENTIONS LÉGALES

Éditeur : CIPRA International **Rédaction** : Caroline Begle, Michael Gams (responsable), Veronika Hribnik, Mirjam Jakob, Maya Mathias **Autres auteur-trice-s** : Serena Arduino, Rudolf Batliner, Georg Bayerle, Caroline Begle, Kristina Bogner, Rok Brišnik, Mario Broggi, Bianca Elzenbaumer, Michael Gams, Veronika Hribnik, Liv Kirner, Paul Kuncio, Sarah Luger, Veronika Mergenthal, Sandrine Percheval, Madeleine Rohrer, Janine Salzger, Salome Valsecchi, Barbara Wülser, Katarina Žakelj **Traductions** : Marie Bilet, Marianne Maier, Nataša Leskovic Uršič, Reinhold Ferrari **Relecture** : Émilie Choupin, Nina Pirc, Francesco Pastorelli, Caroline Begle **Concept graphique et mise en page** : Jenni Kuck **Impression** : Buchdruckerei Lustenau/A **Tirage** : 13.200 exemplaires

Paraît périodiquement en version française, allemande, italienne et slovène. La reproduction des articles de cette revue est autorisée sur demande à condition d'indiquer les sources et d'envoyer un exemplaire après parution.

Abonnements: *Alpenscène* peut vous être envoyée gratuitement par CIPRA International : www.cipra.org/alpenscene

Alpenscène est publiée par CIPRA International avec le soutien du Ministère allemand de l'Environnement, de la Protection de la nature et de la Sécurité nucléaire, la Principauté du Liechtenstein et de la fondation Aage V. Jensen Charity Foundation.

GOUVERNEMENT
DE LA PRINCIPAUTÉ DU LIECHTENSTEINAage V. Jensen
Charity Foundation/LI

CIPRA INTERNATIONAL

Kirchstrasse 5, LI-9494 Schaan
Tél. : +423 237 53 53 **Courriel** : international@cipra.org
Site web : www.cipra.org

COMITÉS NATIONAUX

CIPRA Autriche

c/o Umweltdachverband, Strozzigasse 10/8-9,
A-1080 Wien
Tél. : +43 1 401 13 21 **Courriel** : oesterreich@cipra.org
Site web : www.cipra.org/at

CIPRA Suisse

Schwengiweg 25, CH-4438 Langenbruck BL
Tél. : +41 62 390 16 91 **Courriel** : schweiz@cipra.org
Site web : www.cipra.ch

CIPRA Allemagne

Am Rindermarkt 3-4, D-80331 München
Tél. : +49 89 23 23 98 40 **Courriel** : deutschland@cipra.org
Site web : www.cipra.de

CIPRA France

5, Place Bir Hakeim, F-3800 Grenoble
Tél. : +33 476 42 87 06 **Courriel** : france@cipra.org
Site web : www.cipra.org/fr

CIPRA Liechtenstein

c/o LGU, Kirchstrasse 5, LI-9494 Schaan
Tél. : +423 232 52 62 **Courriel** : liechtenstein@cipra.org
Site web : www.cipra.org/li

CIPRA Italie

c/o Pro Natura, Via Pastrengo 13, I-10128 Torino
Tél. : +39 011 54 86 26 **Courriel** : italia@cipra.org
Site web : www.cipra.org/it

CIPRA Slovénie

Društvo za varstvo Alp, Trubarjeva cesta 50, SI-1000 Ljubljana
Tél. : +386 59 071 322 **Courriel** : slovenija@cipra.org
Site web : www.cipra.org/sl

REPRÉSENTATION RÉGIONALE

CIPRA Tyrol du Sud

c/o Dachv. für Natur- und Umweltschutz,
Kornplatz 10, I-39100 Bozen
Tél. : +39 0471 97 37 00 **Courriel** : info@umwelt.bz.it
Site web : www.umwelt.bz.it

Membre associé

Fédération néerlandaise de la Montagne
et de l'Escalade (NKBV)
Houttuinlaan 16A, NL-3447 GM Woerden
Tél. : +31 34 84 09 521 **Courriel** : info@nkbv.nl
Site web : <https://nkbv.nl>



La géologue
Edith Ebers
vers 1928.

« Fräulein des glaciers » et fondatrice de la CIPRA

Edith Ebers a sauvé de la destruction un site naturel majeur sur la route allemande des Alpes, et participé à la création de la CIPRA dans les années 1950.

L'engagement de cette femme de talent, docteure en géologie, est longtemps resté méconnu.

« Mais mademoiselle, vous ne pouvez pas faire ça ! » Un vieil ouvrier tente en vain d'arrêter la frêle jeune femme. Il fait partie d'une équipe d'artificiers venue dynamiter, en 1935, des rochers pour la construction de la route des Alpes, entre les villes bavaroises de Traunstein et Bad Reichenhall. La « Fräulein » avait fait piler sa moto Sachs, bondi sur les rochers et commencé à les ausculter avec un marteau de géologue. « Mais vous ne voyez rien ? C'est une merveille de la nature que vous êtes en train de détruire ! Un poli glaciaire ! Regardez ce brillant ! Une roche polie par l'eau et la glace pendant des milliers d'années ! Vous ne voyez pas ces stries profondes à la surface ? Elles ont été gravées par des pierres tranchantes enchâssées dans la glace ! » Colère, désespoir et tristesse saisissent cette femme énergique face à l'incompréhension des ouvriers. La scène est décrite dans une vieille coupure de journal non datée, conservée dans les archives de la commune d'Inzell. Ce que

personne ne savait c'est qu'il s'agissait d'Edith Ebers, docteure en géologie, qui joua plus tard un rôle majeur dans la création de la Commission internationale pour la protection des Alpes (CIPRA). Les ouvriers l'avaient prise pour une folle. Au dernier moment, elle se rappela le nom d'un haut fonctionnaire de la construction routière rencontré au ski lorsqu'elle était étudiante. Ni une, ni deux, elle enfourcha sa moto pour lui envoyer un télégramme avec ses dernières pièces de monnaie. Et le miracle se produisit : peu de temps après, l'inspection locale des travaux publics reçut un câble ordonnant l'arrêt immédiat des dynamitages.

« Vous avez devant vous un pan du socle rocheux du glacier de la Saalach, qui prenait sa source dans la région de Zell am See », indique aujourd'hui un petit panneau du site d'interprétation des glaciers sur

nature » : « On était en train d'exploiter tous les cours d'eau et les lacs. En France, il était question de détourner des rivières ; en Autriche, on voulait détruire les chutes d'eau de Krimmel et (...) en Italie, construire un phare sur le Cervin », se rappelle Edith Ebers dans une lettre de 1969.

Peu de temps après, elle invita des représentant-e-s de tous les pays intéressés à participer à l'assemblée constitutive de la CIPRA le 5 mai 1952 à Rottach-Egern, en Bavière. Edith Ebers ne souhaitait pas seulement élaborer conjointement des résolutions internationales, mais aussi favoriser les échanges scientifiques. Son engagement de plus de vingt ans auprès de la CIPRA est resté méconnu jusqu'à nos jours. ▲

Veronika Mergenthal, Angers/D

la route allemande des Alpes, entre Weissbach et Inzell. Edith Ebers avait sauvé à la dernière minute un monument naturel unique en son genre dans les Alpes orientales, datant de la glaciation de Würm.

Mais qui était cette « Fräulein des glaciers », comme l'ont appelée les ouvriers ? Née en 1894 à Nuremberg, elle est issue de l'illustre famille Knote. La mère d'Edith, divorcée et femme de talent, a très vite élevé seule ses enfants. Edith étudia la géologie de 1913 à 1919, et fut l'une des rares femmes à obtenir un doctorat en 1925. Au début des années 1920, elle épousa le peintre munichois Heinrich Ebers. Elle se forgea par la suite une excellente réputation dans le milieu de la glaciologie.

Edith Ebers assista en 1951 à l'assemblée générale de l'Union internationale pour la conservation de la nature (UICN) à La Haye, aux Pays-Bas, qui lança l'alerte contre des « atteintes massives à la

Photo : Deutsches Kunstarchiv im Germanischen Nationalmuseum

Renforcée par la crise

Menacée de disparition au milieu de la décennie 1970, la CIPRA s'est professionnalisée dans les années qui ont suivi, et a consolidé sa position dans l'ensemble des Alpes.

En 1990, elle a installé son siège dans le plus alpin des pays alpins : le Liechtenstein.

Mario Broggi, président de la CIPRA de 1983 à 1992 et compagnon de route de l'organisation pendant près de cinquante ans, se souvient.



Développement durable dans les Alpes : la CIPRA rapproche les personnes et les organisations au-delà des frontières linguistiques, culturelles, géographiques et politiques.



À la découverte des paysages alpins lors de la Conférence annuelle 1988 à Triesenberg (Liechtenstein).

Certaines crises ont du bon : lors d'une conférence de l'Union mondiale pour la conservation de la nature en 1974, à Trente, en Italie, les participant-e-s ont discuté, en marge de la conférence, de la question de la survie de la CIPRA, et posé à cette occasion les jalons de son renouveau. Ils adoptèrent alors le « Plan d'action Alpes », qui prônait la mise en place d'une représentation de la CIPRA dans chaque pays alpin. À partir de la conférence annuelle de la CIPRA en 1976 à Heiligenblut en Autriche, j'ai été le représentant permanent du Liechtenstein aux conférences annuelles de la CIPRA. À l'époque, ses travaux se concentraient essentiellement sur les grands projets d'exploitation de l'énergie hydraulique et le tourisme. Des recommandations étaient rédigées sous forme de résolutions. Jusque dans les années 1980, les assemblées de la CIPRA regroupaient quelques illustres représentants de la science, des autorités et des ONG, pour la plupart germanophones.

LA DIVERSITÉ, MARQUE DE FABRIQUE DES ALPES

Les quelques participants plus jeunes, dont le Bavarois Walter Danz (†), le Suisse Jürg Rohner (†) et moi-même, se considéraient à l'époque comme les « jeunes Turcs » rebelles de l'organisation. « Les Jeunes-Turcs » était un mouvement de l'Empire ottoman prônant des réformes libérales. Nous, les plus jeunes, voulions élargir les thématiques abordées et mettre en place un cadre plus approprié pour les activités de l'organisation. Nous réclamions « une réflexion prospective, approfondie et transversale pour la vie dans les Alpes ». Pour finir, c'est nous qui avons été chargés de restructurer la CIPRA après la conférence annuelle de 1983 à Bled, encore dans l'ancienne Yougoslavie à l'époque. Walter Danz a été nommé vice-président, et moi-même, président. Les notions de « jeunes Turcs » et de « réflexion transversale » ont aujourd'hui d'autres connotations dans le langage courant, mais la préoccupation initiale est restée la même. La diversité culturelle (p. 14) est une

Le verre de l'amitié pendant une sortie de terrain à Belluno (Italie) en 1978.



caractéristique des Alpes. Lorsque j'ai pris la présidence en 1983, nous avons donc introduit l'italien, puis le slovène aux côtés de l'allemand et du français comme langues officielles de la CIPRA. Nous avons reconnu l'État slovène en 1990, avant même sa création officielle, ce qui nous y a valu beaucoup de sympathie.

UN INDICATEUR PRÉCOCE DES NOUVELLES ÉVOLUTIONS

La « réflexion prospective, approfondie et transversale » que nous souhaitons et l'échange permanent d'informations ont permis à la CIPRA de devenir un indicateur précoce des nouvelles évolutions de l'arc alpin, telles que les motoneiges, l'enneigement artificiel ou les terrains de golf. Lors de la conférence annuelle de 1984 à Coire, en Suisse, nous avons élargi la liste de nos thématiques et le cercle des participants, et engagé le dialogue avec les milieux touristiques sur le thème du « tourisme doux ». Nous avons également alerté très tôt sur la situation écologique alarmante des rivières. Parallèlement aux ouvrages en dur, l'exploitation de l'hydroélectricité avec ses retenues et les problèmes d'éclusées affectait la continuité écologique des cours d'eau. Avec la Déclaration de l'eau de Martuljek, en Slovénie, en 1990, nous nous sommes mobilisés pour la vie de nos rivières alpines et avons fait dresser un premier inventaire alpin en 1992. Seuls 10 % de la structure des cours d'eau étaient encore dans un état écologique naturel. Le « citron » de l'énergie hydraulique nous semblait pressé au maximum, et l'utilité marginale de son exploitation se rapprocher de zéro.

LA PREMIÈRE ORGANISATION INTERNATIONALE DU LIECHTENSTEIN

À l'origine, le secrétariat de la CIPRA était transféré à chaque changement de présidence dans le pays du nouveau président. En 1990, nous avons abandonné le principe du pur bénévolat, et



La CIPRA réunit en 2018 à Bled (Slovénie) des participant-e-s de tous les pays alpins, jeunes et moins jeunes.

embauché un directeur à plein temps, Ulf Tödter, qui s'est installé dans un bureau au Liechtenstein. Le siège de la CIPRA est par la suite resté au Liechtenstein, indépendamment de la présidence. Mon successeur à la présidence, Josef Biedermann, a contribué à consolider cette présence. Rétrospectivement, cela a été un excellent choix. Le Liechtenstein ne « faisait peur » à personne, alors que les grandes entités étaient plus susceptibles de susciter des animosités. La subvention accordée par l'État du Liechtenstein à la CIPRA doit être renouvelée tous les quatre ans et approuvée par le Parlement. Cela n'est jamais allé de soi. Le Liechtenstein n'avait pas d'expérience avec des organisations internationales, et le financement spécial accordé par le Liechtenstein a été régulièrement remis en question. Il a fallu du temps pour que l'action de la CIPRA soit reconnue dans le plus alpin des États alpins.

DE LA PROTECTION À LA QUALITÉ DE VIE

Dès sa fondation, la CIPRA a fait de l'élaboration de la Convention alpine (pp. 20-21) l'une de ses priorités. À l'époque, notre seul soutien politique était Klaus Töpfer, un homme politique allemand spécialisé dans l'environnement. Le traité international signé en 1991 reste, aujourd'hui encore, étroitement lié à l'action de la CIPRA. J'aurais souhaité un peu moins de bureaucratie, et bien sûr des prises de position plus claires. La Convention alpine a servi de modèle à d'autres régions de montagne comme les Carpates ou le Caucase. Orientée au départ essentiellement sur la protection de la nature, la CIPRA est devenue au fil des décennies une organisation désireuse de façonner durablement la « vie dans les Alpes » sous toutes ses facettes. La conférence annuelle de 1995 à Triesenberg, au Liechtenstein, intitulée « Agir et s'abstenir », a permis de fournir une base solide à cette approche holistique, et surtout d'intégrer les intérêts des populations de montagne dans les autres activités de l'organisation. Avec le soutien de ses représentations nationales,



Le président de la CIPRA, Mario Broggi, ouvre la Conférence annuelle 1988 à Triesenberg (Liechtenstein).

la CIPRA effectue aujourd'hui un travail précieux de communication et de transfert de connaissances, dont le premier jalon a été la publication des Rapports sur l'état des Alpes. Elle a su également impliquer la jeunesse alpine (pp. 8-11). Si la CIPRA n'existait pas, il faudrait l'inventer aujourd'hui pour défendre les intérêts de l'arc alpin. ▲

UN PENSEUR DU DÉVELOPPEMENT DURABLE

Après des études d'ingénieur forestier à l'EPF de Zurich, **Mario Broggi**, né en 1945 à Sierre (Valais, Suisse), a fondé un cabinet de conseil basé au Liechtenstein, en Suisse et en Autriche. Il a également été chargé de cours aux universités de Vienne et de Bâle, et a dirigé l'Institut fédéral de recherches sur la forêt, la neige et le paysage WSL de 1997 à 2004. Mario Broggi a développé ses visions de l'avenir des paysages alpins dans une série de publications. De 1983 à 1992, il a été président de la CIPRA, qu'il a réorganisée en profondeur et professionnalisée, en faisant du développement durable une priorité thématique. Durant cette période, il a également joué un rôle déterminant dans la création de la Convention alpine. Il a été honoré à plusieurs reprises pour sa contribution à la protection de la nature dans la région alpine et au-delà.

« Nous voulions la même chose que vous aujourd'hui »

Que pensent des personnes de générations différentes du présent et de l'avenir des Alpes ? Qu'est-ce qui les unit, qu'est-ce qui les sépare ? Et comment trouver une voie commune ? Dialogue de générations entre Sofia Farina et Stefan Witty.



Sofia Farina, représentante des jeunes et Stefan Witty, vice-président de CIPRA International, discutent de la crise climatique.



Sofia et Stefan, quel est votre lieu préféré dans les Alpes ?

Stefan : Pour moi, c'est la vallée de Lech, en Autriche. J'y vais souvent faire du ski de randonnée. C'est une vallée sauvage et naturelle, avec très peu d'industrie, et c'est aussi de là que viennent mes ancêtres. J'ai donc une relation très particulière à cette vallée.

Sofia : J'adore la Brenta, un massif situé tout près de Trente, en Italie. J'ai de merveilleux souvenirs d'un sommet qui s'appelle le Piz Galin, le « pic du Poulet » en dialecte du Trentin. C'est un sommet particulièrement sauvage, où j'ai assisté un soir à un magnifique coucher de soleil avant de redescendre à ski dans la nuit. C'était magique.

Qu'est-ce qui motive votre engagement pour une bonne vie dans les Alpes ?

Stefan : Ma famille, mes enfants et mes petits-enfants. C'est mon moteur pour réparer ce que notre génération a partiellement détruit. Je veux pouvoir dire à la prochaine génération que j'ai fait des choses dont je suis fier. Elle doit pouvoir elle aussi vivre dans de bonnes conditions. Je fais de l'escalade depuis 45 ans, mais le sport n'est pas le plus important. L'essentiel, c'est d'aller à la rencontre des gens, de découvrir leur culture, et de voir comment les montagnes ont évolué au cours des 100, 1 000 ou 10 000 dernières années. Pour moi, une bonne vie, c'est être satisfait des conditions dans lesquelles je vis. Cela signifie aussi avoir suffisamment de temps pour moi et ma famille, et vivre dans un environnement sain, calme et non pollué.

Sofia : J'ai grandi dans le centre de l'Italie, près de la mer, avant de déménager à Bologne pour mes études. J'ai toujours vécu dans des villes. Lorsque j'ai rencontré pour la première fois des gens des Alpes, cela a été pour moi comme une révélation. Les gens ici ont une telle qualité de vie, tous les jours, et pas seulement le dimanche après avoir fait quatre heures de route. Ma motivation, je la puise dans la volonté de préserver cette qualité de vie. On voit par exemple de plus en plus d'enseignes internationales remplacer les petits commerces, y compris dans les endroits reculés des Alpes. Je ne

veux pas que ces petits commerces disparaissent.

Vous vivez dans des régions différentes, dans ou à proximité des Alpes – quels sont les problèmes et les défis que vous y rencontrez ?

Stefan : Dans ma région, le plus gros problème est la proximité de grandes villes comme Munich, Augsbourg, Stuttgart, ou même Nuremberg. Cet immense bassin de population exerce une énorme pression de loisirs sur les Alpes, qui ne sont qu'à quelques heures de voiture. La population de Munich augmente par exemple de 30 000 personnes chaque année. Beaucoup de gens viennent s'y installer parce

« Oui, ma génération est en colère contre ses aîné-e-s, mais essentiellement contre les responsables politiques. »

Sofia Farina

que les Alpes sont toutes proches, et qu'elles sont une région fantastique pour faire de la randonnée, du vélo, de l'escalade ou du ski.

Sofia : Comparé à la région de Munich, le Trentin est très peu peuplé. Mais nous avons malgré tout un problème de trafic. La vallée de l'Adige est équipée d'une autoroute à deux voies et d'une ligne de chemin de fer qui relie l'Autriche et la Vénétie au reste de l'Italie. La question de l'élargissement de l'autoroute et de l'aménagement de la voie ferrée est sans cesse en débat. C'est pesant pour la population. Un deuxième problème est la pression qui s'exerce dans certaines vallées du Trentin pour construire de nouvelles pistes et de nouvelles infrastructures touristiques, en particulier aujourd'hui dans la perspective

des Jeux olympiques de Milan-Cortina en 2026.

Stefan : En Bavière, la question des pistes de ski est moins cruciale. Nous avons depuis près de trente ans un schéma d'aménagement intitulé « Plan alpin », qui divise le territoire en trois zones. Ce plan interdit la construction de nouvelles pistes et de remontées dans la zone C, qui recouvre la plupart des territoires de montagne.

La crise climatique est l'enjeu numéro un de notre époque. Quelles sont les questions environnementales qui t'ont marqué dans ta jeunesse, Stefan ?

Stefan : Il y a trente ans, la préoccupation majeure en Allemagne était la mort des forêts provoquée par la pollution de l'air. Le point positif, c'est que l'industrie est devenue plus propre. Et nous avons aussi manifesté contre les centrales nucléaires. Ce qui était différent à l'époque, c'est que lorsqu'on se mobilisait pour une cause écologique, on passait pour un gauchiste ou un communiste. Dans l'esprit des gens, l'écologie était rattachée à des courants politiques, alors que notre mobilisation était totalement apolitique. Nous nous battions pour un avenir désirable, une vie meilleure, une bonne vie. Nous voulions la même chose que vous aujourd'hui. Lorsque j'étais étudiant en biologie, un de nos professeurs nous a dit que la hausse des émissions de CO₂ était une vaste expérimentation planétaire. On en parlait donc déjà quand j'avais 20 ans. Tout le monde le savait.

Sofia, ta génération reproche à ses aîné-e-s leur inaction face au dérèglement climatique. Qu'en penses-tu ?

Sofia : Je suis d'accord, bien sûr. Mais je suis aussi une scientifique, et je vois peut-être les choses d'un point de vue plus scientifique. Pour mon examen de climatologie, j'ai étudié l'histoire du réchauffement climatique planétaire. Ce qui est fou, c'est que les scientifiques en parlaient déjà il y a trente ou quarante ans, et que personne n'a rien fait. Oui, ma génération est en colère contre ses aîné-e-s, mais essentiellement contre les responsables politiques. Ce sont eux-elles qui prennent les décisions et qui n'ont pas écouté la science.

Qu'est-ce qui vous frustre et qu'est-ce qui vous donne l'espoir que les choses vont malgré tout s'améliorer ?

Sofia : C'est un sujet préoccupant pour beaucoup de gens. Dans mon entourage, j'observe vraiment un changement dans les manières de penser. Beaucoup de mes ami-e-s sont végétarien-ne-s ou végétalien-ne-s. Un grand nombre d'entre eux-elles remettent aussi en question leurs habitudes de voyage, et décident de prendre le train plutôt que l'avion. Il y a trois ou quatre ans, je ne crois pas que quelqu'un m'aurait dit qu'il-elle ne voulait pas partir à Londres par

« Je pense qu'il y a un réel changement de mentalité, au moins dans ma génération. »

Sofia Farina

un vol à cinq euros. Je pense qu'il y a un réel changement de mentalité, au moins dans ma génération.

Stefan : D'un côté, je suis frustré, par exemple quand je pense au Covid et à la difficulté de convaincre les gens de se faire vacciner, alors qu'il est scientifiquement prouvé que si la population était vaccinée à 80 ou 90 %, nous n'aurions pas de problèmes. Avec le changement climatique, c'est beaucoup plus compliqué de comprendre ce qui se passe. Quand on a le Covid, on tombe malade et on a une forte fièvre : on ressent des symptômes. Mais

lorsque quelque chose change loin de nous, on ne s'en rend pas compte directement. Malgré tout, je garde l'espoir qu'il y aura une sorte de « point de bascule » dans les esprits, et que les comportements écologiques vont devenir la norme.

Sofia : Lorsqu'on aura réussi à sensibiliser un certain pourcentage de la population, les personnes qui ont des comportements non écologiques deviendront minoritaires.

Stefan : Il y a quelques semaines, j'ai lu un article dans le journal, dans lequel on demandait à des gens ce qui pouvait les inciter à changer de mode de vie. La conclusion était que ce ne sont pas les connaissances que nous avons sur le changement climatique qui sont décisives, mais notre environnement social. Un voisin qui change de mode de vie, qui est devenu végétarien, qui prend le train au lieu de la voiture, etc. nous influence beaucoup plus que tout ce que nous pouvons lire. Il faut donc qu'il y ait un point de bascule, à partir duquel les gens vont agir comme leur entourage. Aujourd'hui, beaucoup rêvent encore d'une grosse voiture, mais qui sait, peut-être qu'à l'avenir on se sentira mieux lorsqu'on aura fait plus de kilomètres à vélo que son voisin.

Que peuvent, ou que devraient apprendre les aîné-e-s des jeunes, et inversement ?

Sofia : Vous avez une vision plus globale, et vous avez vu comment les choses ont évolué.

LA JEUNE CLIMATOLOGUE

Sofia Farina, 25 ans, vit à Trente (Italie) où elle prépare un doctorat en sciences de l'environnement. Elle a découvert la CIPRA dans le cadre du projet « Youth Alpine Interrail », et est aujourd'hui membre du Conseil de jeunes de la CIPRA. Depuis 2021, elle représente les jeunes au sein du Bureau de la CIPRA.

« À l'avenir, posséder des objets sera peut-être moins important que pour ma génération. »

Stefan Witty

Stefan : Ce que nous pouvons apprendre de vous, les jeunes, c'est que vous expérimentez de nouveaux modes de vie. En matière d'alimentation et de voyages, mais aussi de vivre ensemble. Nous avons construit beaucoup de maisons individuelles. À l'avenir, nous allons devoir réapprendre à vivre dans des unités plus petites, un peu comme dans les villages alpins, avec une communauté sociale. Cela concerne aussi les villes et les bourgs. Beaucoup de choses évoluent dans cette direction.

Sofia : D'une certaine manière, on renouerait ainsi avec un mode de vie traditionnel.

Stefan : À l'avenir, posséder des objets sera peut-être moins important que pour ma génération. D'autres choses compteront plus ; par exemple, concrétiser ses idées ou avoir plus de temps libre. Il n'y a peut-être qu'une petite partie des jeunes qui vivent de cette manière aujourd'hui, mais en tout cas, déjà beaucoup plus que quand j'étais jeune.

Sofia : Oui, mais je pense que j'ai peut-être aussi des préjugés. Je ne sais pas combien de gens vivent réellement de cette manière. On a tendance à s'entourer de personnes qui pensent comme nous. Je connais par exemple beaucoup de jeunes qui sont végétariens, mais parfois, je me demande si je ne vis pas dans une bulle.

En guise de conclusion, pouvez-vous compléter cette phrase : dans soixante-dix ans, les Alpes devraient... ?

Sofia : Elles devraient être un territoire sans voiture, à part les voitures électriques. J'espère qu'il n'y aura pas encore plus de routes, de voitures, de trafic et de pollution. Il faut que les choses évoluent dans une autre direction. Nous essayons d'encourager des voyages plus responsables dans les Alpes. C'est un point crucial, qui a un

impact sur le paysage, la pollution de l'air, les nuisances sonores et les animaux.

Stefan : Dans soixante-dix ans, il faudra que les Alpes existent encore (rires). Et il y aura peut-être encore un peu de glace sur les sommets. J'espère que nous vivrons alors avec la nature, et non plus contre elle. Nous devons renforcer le sentiment de communauté, que ce soit dans le domaine de la santé, de l'éducation ou dans les écoles. Ces secteurs doivent être mieux reconnus et mieux rémunérés. Et les services publics doivent être impérativement maintenus dans les zones rurales. Les gens devraient pouvoir vivre en montagne sans avoir à faire la navette pour aller travailler. ▲

Michael Gams (entretien) et **Caroline Begle** (photos), CIPRA International

LE BIOLOGISTE CHEVRONNÉ

Stefan Witty, 60 ans, vit à Utting am Ammersee (Allemagne). Il a fait des études de biologie à Bayreuth (Allemagne). Son premier contact avec la CIPRA remonte à trente ans, lorsqu'il a commencé à travailler pour le Club alpin allemand. Il a été directeur de CIPRA Allemagne, et siège depuis 2021 au Bureau de CIPRA International en tant que vice-président.

Un voyage dans le temps à travers les Alpes

Nouer des alliances, lancer une mise en œuvre, protéger des paysages : un tour d'horizon des grandes avancées politiques et environnementales de la CIPRA au cours de ses 70 ans d'histoire.

Kristina Bogner et Veronika Hribernik,
CIPRA International



De jeunes militant-e-s remettent des signatures.

Photos : CIPRA International, Uroš Hočvar (centre haut)

Un traité à l'échelle des Alpes

Quarante ans d'information, de persuasion et de motivation ont été nécessaires avant que l'Allemagne, l'Autriche, la France, l'Italie, le Liechtenstein, la Suisse et la Communauté économique européenne (CEE) ne signent la Convention alpine le 7 novembre 1991, à Salzbourg, Autriche (p. 20). Après l'adhésion de la Slovénie et de Monaco, la Convention entre en vigueur en 1995.

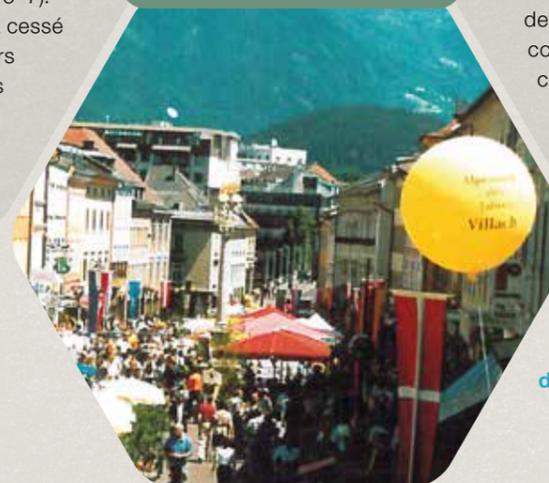
Signature de la Convention alpine en 1991.



1990 1991

Du bureau itinérant au « Netzwerkstatt Alpen »

Le premier directeur à plein temps de la CIPRA, Ulf Tödter, prend ses fonctions en 1990 à Vaduz, Liechtenstein (pp. 5-7). Depuis, le secrétariat international n'a cessé de se développer. Après plusieurs escales, il a pris aujourd'hui ses quartiers dans la commune voisine de Schaan.



Villach (Autriche) est la première Ville des Alpes de l'Année en 1997.

Mise en œuvre dans les villes et les communes

Le développement durable et la mise en œuvre de la Convention alpine doivent également être réalisés au niveau des communes et des villes : le Réseau des communes « Alliance dans les Alpes » est créé en 1997 à Bovec/SI, et l'association « Ville des Alpes de l'Année » voit le jour la même année à Villach/A.

1997

Fin de partie pour l'autoroute « Alemagna »

L'appel de la CIPRA contre l'aménagement d'un nouvel axe de transit transalpin entre Venise (Italie) et Munich (Allemagne) est entendu : le Parlement européen rejette les passages d'un rapport qui contredisent le protocole Transports de la Convention alpine.

2016

Un vote pour l'eau potable

Dans le cadre d'un référendum, la population slovène se prononce à une claire majorité en faveur de la protection des zones riveraines et côtières. Elle rejette ainsi une loi qui aurait élargi la marge de manœuvre pour la privatisation de l'accès à l'eau.

2021

Renforcement du Plan alpin

Face à la mobilisation des associations environnementales, le gouvernement de Bavière retire une modification du Plan alpin bavarois concernant le Riedberger Horn (Allemagne) : le site reste dans la zone de protection C, où les aménagements sont en principe interdits (p. 9).

2019

Non aux Jeux olympiques

Comme le canton des Grisons (Suisse) quatre ans auparavant, Innsbruck (Autriche) rejette à une majorité de 67,4 % des voix une candidature aux Jeux olympiques de 2026. Les JO d'hiver 2026 auront malgré tout lieu dans les Alpes, à Milan et Cortina d'Ampezzo (Italie).

2017

2013

Des idées jeunes

Le 10 octobre 2013, de jeunes adultes de tous les pays alpins, membres fondateurs du Conseil des jeunes de la CIPRA, présentent leurs idées à l'assemblée des délégué-e-s réunie à Bolzano (Italie).

2010

Le roi des cours d'eau alpins

Le Tagliamento en Italie, l'un des derniers cours d'eau non aménagés des Alpes, échappe à un projet dévastateur. Face aux objections massives soulevées par des associations environnementales, l'entreprise qui souhaitait extraire plus d'un million de mètres cubes de matériaux retire son projet.



Le Conseil des jeunes de la CIPRA a un rôle consultatif et présente ses propres idées.

2000

Contre les autoroutes

Avec l'article 11 du protocole Transports de la Convention alpine, les parties contractantes renoncent à construire de nouvelles routes à grand débit (dont les autoroutes) pour le trafic transalpin.

C'est à Rottach-Egern/D que les bases de la Commission Internationale pour la Protection des Alpes ont été jetées.



1952

La naissance de la CIPRA

Une militante déterminée : Edith Ebers a joué un rôle décisif dans la fondation de la CIPRA à Rottach-Egern (Allemagne) (pp. 4, 8).

1986

Le centime paysager

La « Fondation suisse de la Greina » empêche la construction d'un barrage et d'une centrale hydraulique sur le haut plateau éponyme. La Greina est désormais protégée, et les communes concernées perçoivent des indemnités annuelles de la Confédération (« centime paysager ») pour compenser leurs pertes de revenus.

La CIPRA est-elle féminine ?

Vue à travers le prisme de l'égalité, l'histoire de la CIPRA ne diffère en rien de celle de n'importe quelle autre organisation, entreprise ou administration : les femmes sont de plus en plus représentées. Tout est donc pour le mieux dans le meilleur des mondes ?

Les ministères de l'Environnement des pays alpins sont de beaux exemples de cette évolution : comme tous les postes de pouvoir, ils étaient autrefois exclusivement dirigés par des hommes. Depuis quelques années, un changement de tendance se dessine : dans cinq des sept pays alpins, des femmes président aujourd'hui aux destinées politiques de la protection de l'environnement et de la nature. Dans les pays germanophones, on voit même des femmes se succéder à ce ministère. Leur participation au pouvoir est-elle ainsi assurée ? On peut en douter : dans tous les pays alpins, les ministères de l'Économie, incomparablement plus puissants, sont toujours occupés par des hommes, à quelques exceptions près. Le sexe féminin est bienvenu, actif et visible là où il y a peu de lauriers à récolter, mais beaucoup de travail à fournir.

LA CIPRA, UNE EXCEPTION LOUABLE ?

Après dix présidents, CIPRA International est dirigée depuis 2014 par des femmes. Et c'est aussi à une femme que l'on doit l'existence de la CIPRA : Edith Ebers (1894-1974) a invité en 1952 des représentant-e-s de l'UICN des pays alpins à assister à l'assemblée constitutive de la CIPRA à Rottach-Egern (Allemagne). L'organisation de protection des Alpes est-elle pour autant une exception louable ? La CIPRA est-elle une organisation féminine ? Là encore, on peut en douter. Ce sont des hommes qui ont écrit l'histoire de la CIPRA. Le rôle décisif d'Edith Ebers n'a été découvert qu'en 2002, par une femme, l'historienne Gertraud Sanin, à l'occasion du 50^e anniversaire de la CIPRA.

L'histoire d'Edith Ebers (p. 4) montre combien la situation était – et reste – difficile pour les femmes brillantes qui s'exposent publiquement. Cette scientifique de renom s'est retirée – sans doute pas volontairement – de la CIPRA après sa création. Son engagement pour la protection de la nature en a probablement irrité plus d'un. Le soutien d'une autre femme, la déléguée slovène Angela Piskernik, n'a rien changé. Il faut savoir que, à l'époque, l'engagement pour la CIPRA était une question de prestige, liée

à une reconnaissance scientifique internationale. Ce n'est que lorsqu'un homme, le président de l'époque, Émile Dottrens, lui exprima sa reconnaissance treize ans plus tard, qu'Edith Ebers fut réintégrée dans les cercles de la CIPRA, dont elle fit partie jusqu'à sa mort, en 1974.

En tant qu'organisation internationale, la CIPRA fait aussi œuvre de pionnière en surmontant les frontières culturelles et géographiques. Ces compétences interculturelles ont été élargies au cours des dernières décennies par des compétences interdisciplinaires et intersectorielles : la « Commission » à vocation scientifique est devenue une plaque tournante de la communication dans les Alpes.

Il convient donc d'élargir notre question et de nous demander : la CIPRA est-elle diverse ? Avec ses organes et ses équipes, elle fait déjà preuve aujourd'hui d'une énorme diversité. Cette force collective issue de la pluralité des personnes et des approches est l'élixir de vie de l'organisation. Entretien avec soin, elle l'aidera à maîtriser les défis à venir. ▲

Barbara Wülser, directrice du Bureau de l'égalité entre les femmes et les hommes du canton des Grisons (Suisse), et ex-codirectrice de CIPRA International



Les président-e-s de la CIPRA (de g. à dr.) : Charles Jean Bernard, Nathanael Georg Zimmerli, Émile Dottrens, Willy A. Plattner, Fritz Lense, Curt Fossel, Mario F. Broggi, Josef Biedermann, Andreas Weissen, Dominik Siegrist, Katharina Conradin, Serena Arduino et Bianca Elzenbaumer.

Photos : IUCN, A. Zimmerli, G. Wendelberger, W. A. Plattner, F. Lense, G. Prügger, M. F. Broggi, J. Biedermann, CIPRA International, Rainer Kwitek/Zeitenspiegel, Martin Wälser, Stefano Ceretti



« La pression sur les Alpes n'a jamais été aussi forte »

Marjeta Keršič-Svetel est experte en communication stratégique, spécialiste des espaces protégés alpins, journaliste et ancienne vice-présidente de la CIPRA. Un entretien sur les réalisations pionnières, les problèmes des Alpes – et leur avenir.

Il y a 70 ans, la CIPRA a été pionnière en son temps.

Comment définiriez-vous un pionnier ?

Un pionnier, c'est quelqu'un qui s'intéresse à ce qu'il y a de l'autre côté de la montagne. Qui n'a pas peur de gravir le sommet pour aller voir ce qui se passe de l'autre côté. Qui suit sa vision, même si les gens autour de lui le prennent pour un fou. Qui sait qu'il a raison, risque de tout perdre, mais croit jusqu'au bout en sa réussite.

Dans quel sens vous qualifieriez-vous de pionnière ?

À 3 ans, je suis partie explorer les montagnes alentour sans mes parents. Il était déjà clair à l'époque que j'allais créer des problèmes ! Qu'il s'agisse d'émissions de télévision, du développement du tourisme dans les zones protégées ou d'approches pour communiquer avec différentes parties prenantes : au début, personne n'a pris mes idées au sérieux. Je me décrirais comme une plante pionnière qui s'est installée sur une pente où il y a de plus en plus de débris.

Quels sont, selon vous, les points forts de la CIPRA ?

La grande force de ce réseau est la richesse des connaissances et des expériences qu'il véhicule sur les Alpes et sur la vie dans les Alpes. Il s'agit à la fois de connaissances académiques et de savoirs empiriques recueillis sur le terrain. Le lien entre ces deux aspects est essentiel si l'on veut prendre les bonnes mesures pour préserver la qualité de vie. La CIPRA met en réseau des scienti-

fiques, des expert-e-s, des communautés locales et des personnes aux intérêts et aux parcours différents.

Et quelles sont ses principales réalisations ?

Au niveau international, certainement la Convention alpine et ses protocoles. Et aussi, bien entendu, la mise en réseau de différentes organisations. Toutefois, les activités des organisations de la CIPRA diffèrent beaucoup d'un pays à l'autre. Dans certains, elles sont des partenaires influents dans le discours public sur les Alpes, mais pas partout.

À votre avis, quel est le principal problème auquel les Alpes doivent faire face aujourd'hui ?

La vie a toujours été difficile dans les Alpes, mais aujourd'hui, les choses empirent. Autrefois, les gens étaient très doués pour ce que nous appelons aujourd'hui l'utilisation durable des ressources. Cette époque est révolue. La pression exercée sur les Alpes par des masses qui n'y habitent pas n'a jamais été aussi forte. Les Alpes et leurs précieuses ressources sont bradées, les jeunes partent, les impacts du changement climatique sont de plus en plus marqués. Sans décisions intelligentes, cet effet boule de neige va s'amplifier. Les populations des Alpes ne seront pas les seules affectées. Les communautés locales ne peuvent pas faire face seules à de tels défis. Nous devons nous mobiliser au niveau international pour un développement durable des Alpes.

Que souhaitez-vous pour l'avenir des Alpes ?

Je souhaite que les communautés locales des Alpes préservent leurs valeurs et leur identité culturelle. Pas seulement pour sauvegarder l'héritage du passé, mais aussi pour façonner le développement à leur manière. Et je souhaite aussi que la CIPRA ait enfin en Slovénie le même soutien et le même poids que dans les autres pays alpins. ▲

Entretien : **Katarina Žakelj**, CIPRA Slovénie

Sept personnes, sept visions

Taxis volants, lagopèdes alpins sauvés de l'extinction, participation vivante ou villages de montagne numériques : à quoi pourraient ressembler les Alpes de demain – c'est-à-dire dans 70 ans ? Sept habitant-e-s de la région alpine nous livrent leur vision de l'avenir.

EN TAXI VOLANT VERS LA PALMERAIE DU CERVIN

En ce week-end de mai 2022, à 9 heures du matin, les taxis volants se pressent sur le Jochberg, près de Munich, pour la parade nuptiale du tétras-lyre. Dans les années 2050, les derniers spécimens y ont été transférés dans de grandes volières, grâce au programme européen « Living-Nature ». Des attractions similaires ont été créées dans toutes les Alpes autour des métropoles, de Vienne (Autriche) à Turin (Italie), essentiellement pour permettre aux enfants d'observer ces animaux autrefois répandus dans les Alpes. Elles s'insèrent dans un vaste réseau de parcs et de paysages sportifs disséminés sur tout le territoire alpin.

La stratégie suisse de sortie de crise climatique s'est imposée dans les vallées de montagne où les éboulements et les coulées de boue étaient devenus imprévisibles en raison du recul du pergélisol et des phénomènes météorologiques extrêmes. Des cols comme le Grimsel ou le Timmelsjoch ne sont plus utilisés, les vallées qui y mènent sont en grande partie dépeuplées. En revanche, la palme-

raie du Cervin, qui faisait autrefois sourire, fait désormais partie des attractions alpines, principalement pour les touristes arabes. Une initiative autrichienne pour des cimes sans forêts est actuellement très critiquée. La forêt, qui se déploie désormais jusqu'à 3 800 mètres d'altitude, occulte la vue depuis des sommets comme le Grossvenediger, suscitant de nombreuses plaintes. Certaines parties de la Sicile, du sud de l'Italie et du sud de la France étant devenues pratiquement inhabitables pendant les mois d'été, l'afflux de réfugié-e-s climatiques ne faiblit pas. Les vallées du Piémont, autrefois presque désertes, ont déjà été entièrement aménagées pour accueillir des camps. Les référendums organisés à plusieurs reprises en Suisse pour l'expropriation forcée des résidences secondaires à des fins humanitaires ont tous échoué. Le modèle commercial des « cures climatiques » est un plein succès : l'inventeur du « modèle thérapeutique d'Andermatt », un grand investisseur égyptien, est aujourd'hui partenaire officiel des caisses d'assurance maladie. Dans les stations particulièrement luxueuses comme les thermes de Vals, les taxis volants s'amarrent aux plateformes d'atterrissage des suites hôtelières dans des tours jumelles hautes de 400 mètres. Des navettes aériennes au-

« La forêt, qui se déploie désormais jusqu'à 3 800 mètres d'altitude, occulte la vue depuis des sommets comme le Grossvenediger, suscitant de nombreuses plaintes. »

Georg Bayerle

tonomes relient directement les Alpes aux métropoles surchauffées de Milan (Italie), Zurich (Suisse) ou Lyon (France). Grâce à l'intelligence artificielle, les collisions avec les éoliennes ou les lignes électriques aériennes sont devenues rares.

Après plusieurs crises énergétiques entre 2030 et 2050, les Alpes sont devenues le centre européen de l'énergie éolienne et hydraulique. L'une des pionnières en la matière a été une entreprise publique du Tyrol, qui a relié dès le début du siècle un réseau d'installations de pompage-turbinage à des parcs éoliens sur les crêtes. Le débit d'eau détourné pour approvisionner la population en plaine reste controversé. Dans les zones défavorables telles que la haute vallée du Rhône en Valais ou certaines parties du Tyrol du Sud, l'agriculture a été abandonnée. Lorsque l'irrigation est possible, des mangues et des oranges ont pris la place des pommes et des poires, à la plus grande joie de nombreux consommateurs. ▲

Le journaliste **Georg Bayerle** travaille depuis 1999 à la radiotélévision bavaroise. Spécialiste de la montagne et de l'environnement, il a réalisé de nombreux reportages télévisés et radiophoniques sur la montagne, la culture et la nature alpines.



« Nous admirons ces espaces naturels de grande qualité, et nous les protégeons. »

Janin Salzger

AIGLE IMPÉRIAL ET BISON D'EUROPE

Je vous invite à un voyage dans l'année 2092. Nous randonnons ensemble à travers les magnifiques paysages alpins de l'Autriche. Tout autour de nous, de vastes paysages sauvages et des écosystèmes d'une grande richesse, où prospèrent de nombreuses espèces végétales et animales. Attention ! Il y a une salamandre tachetée juste devant vos pieds ! Un troupeau de bisons se détache à l'horizon. Le bison d'Europe a été réintroduit ces dernières années, et ses effectifs commencent juste à se stabiliser. Un aigle impérial tournoie au-dessus de nos têtes. Les nombreux lichens qui tapissent la roche à côté de nous témoignent de l'excellente qualité de l'air. Nous admirons ces espaces naturels de grande qualité, et nous les protégeons. Sur les pistes de ski du Tyrol, les parcours VTT de la région de Salzbourg ou les sentiers pédestres du Vorarlberg, en immersion dans la nature, nous respectons ses limites et ne cherchons pas à explorer le moindre recoin de montagne. Dans la vallée du Rhin alpin, les agriculteurs exploitent les terres de manière durable. Les gens apprécient les aliments à leur juste valeur, et se nourrissent

essentiellement de végétaux. L'économie et l'industrie respectent les limites planétaires et protègent la nature autant qu'elles le peuvent, pas seulement autant qu'elles le doivent. Une économie décentralisée utilise les ressources locales de manière durable, et crée des emplois dans les territoires reculés. L'objectif premier des responsables politiques est le bien-être de tous-tes. Ils-elles impliquent la société dans les processus de décision, et élaborent leurs stratégies sur la base de connaissances scientifiques. Les citoyen-ne-s participent aux affaires politiques. La région est florissante, vivante, avec des communautés actives qui se soutiennent mutuellement. Les villes coopèrent avec les petites communes. Les gens sont conscients qu'ils ont le pouvoir de construire un monde durable et équitable, et en font usage. Tant que nous serons guidés par cette vision, nous trouverons ensemble des moyens de la réaliser. ▲

Janin Salzger a étudié les sciences de l'environnement à Vienne et à Copenhague. Elle travaille actuellement à Bregenz (Autriche), au Bureau pour la participation et l'engagement bénévole du Land Vorarlberg.

« Des moyens de transport respectueux du climat, trains de nuit quotidiens et navettes électriques à la demande, desservent les lieux de vacances. »

Rok Brišnik



RESTAURER LA FAUNE ET LA FLORE

Il y a soixante-dix ans, un nombre croissant de touristes ont été séduit-e-s par la beauté des Alpes slovènes. Une arme à double tranchant : cette fréquentation a ébranlé les écosystèmes fragiles, et mis en péril certaines espèces telles que le lagopède alpin, qui a failli disparaître dans les années 2020. Les écosystèmes alpins étaient à l'époque fortement menacés, mais les programmes de restauration de la faune et de la flore ont porté leurs fruits. Des essences naturelles adaptées au changement climatique couvrent aujourd'hui la majeure partie des Alpes, et les forêts sont gérées de manière durable. Les zones protégées dans lesquelles les >



« J'espère qu'elle aura compris que nous ne sommes pas les maîtres de la terre, mais ses invité-e-s. »

Rudolf Batliner

humains n'ont pas le droit d'intervenir se sont multipliées. Parallèlement à la restauration de la biodiversité, des mesures ont été engagées pour redonner vie à des villages enclavés et abandonnés. Ils ont été restaurés pour promouvoir un tourisme doux et climatiquement neutre, mais aussi pour faire revivre les alpages et les traditions séculaires. Aujourd'hui, les touristes séjournent en montagne en respectant la nature. Le tourisme s'oriente vers la capacité de charge des petites vallées et des villages. Des moyens de transport respectueux du climat, trains de nuit quotidiens et navettes électriques à la demande, desservent les lieux de vacances. Les Alpes sont maintenant un vivier d'actrices et d'acteurs engagé-e-s dans des actions durables pour protéger la montagne. ▲

Rok Brišnik est originaire de Komenda (Slovénie). Il fait actuellement des études de gestion des changements climatiques à Freising (Allemagne), et est membre du Conseil des jeunes de la CIPRA.



« En favorisant le travail à distance, le développement du numérique a été une planche de salut pour les territoires de montagne. »

Salome Valsecchi et Liv Kirner

DES HÔTES DE PASSAGE DANS LES ALPES

Dans soixante-dix ans, le massif des Trois Sœurs sera toujours à la même place. La Mitagspitze et le Naafkopf aussi. Quelle image notre pays offrira-t-il à mes arrière-petits-enfants entre ces trois points marquants ? De magnifiques couleurs d'automne jusque sur les sommets ? Ou des chutes de pierres, des laves torrentielles et des ouvrages de protection hideux ? L'avenir de notre planète dépend du comportement de l'espèce humaine. C'est donc à elle que s'adresse mon souhait pour l'avenir. Dans soixante-dix ans, j'espère qu'elle aura compris que nous ne sommes pas les maîtres de la terre, mais ses invité-e-s. Tout-e invité-e qui se respecte sait qu'il-elle n'est là que pour un temps. Il-elle séjourne dans l'espace qui lui a été attribué, et prend soin des choses, car elles ne lui appartiennent pas. Il-elle profite des agréments qui lui sont proposés et se comporte bien avec ses hôtes et ses co-invité-e-s. La population du Liechtenstein saura-t-elle apprécier à sa juste valeur le fait de vivre dans une région géographiquement privilégiée ? Réussira-t-elle à créer, sur son territoire et au-delà, des espaces où la nature pourra reprendre ses droits ? Saura-t-elle jouir de la vie, en étant consciente des répercussions de ses comportements sur les chances de vie des autres invité-e-s, ici et ailleurs, aujourd'hui et à l'avenir ? ▲

Rudolf Batliner vit à Eschen (Liechtenstein). Chercheur en sciences de l'éducation à la retraite, il a été coordinateur d'études au NADEL – Center for Development and Cooperation, EPF de Zurich – et est membre fondateur de l'Alliance du Liechtenstein pour les Objectifs de développement durable.

TRAVAIL NUMÉRIQUE ET VIE DANS LES ALPES

Au début du XXI^e siècle, les régions alpines ont dû faire face au problème du dépeuplement des villages de montagne. Les gens sont partis habiter dans des régions plus vivantes, attirés par les possibilités de formation, les emplois et les nombreux magasins. En favorisant le travail à distance, le développement du numérique a été une planche de salut pour les territoires de montagne. Dans les années 2020, la pandémie de coronavirus a accéléré cette évolution. Un grand nombre de prestataires de services ont pu dès lors travailler depuis leur domicile. Les personnes qui ne devaient plus aller au bureau tous les jours sont revenues en partie vivre à la campagne. Bien sûr, ce n'était pas possible pour toutes les professions, mais le télétravail s'est développé dans de nombreux secteurs. Les écoles ont également profité de la transition numérique : les élèves ont pu par exemple suivre en ligne des cours facultatifs proposés par d'autres écoles. Le numérique a permis aux établissements scolaires à la campagne d'accéder aussi vite à l'information et à Internet que ceux des villes. Cela a réduit leur dépendance, et les a rendus plus attractifs pour les jeunes ruraux. Et aujourd'hui, en 2022, plus personne n'a besoin de voiture pour se rendre à la ville la plus proche : les territoires de montagne sont désormais bien desservis par les bus électriques et les trains. ▲

Salome Valsecchi et **Liv Kirner** vont à l'école à Samnaun (Suisse) et ont participé au « Parlement des filles 2021 » du canton des Grisons.

Photos : Caroline Bagle/CIPRA, Yanik Buerkli, Caroline Bagle/CIPRA, Madeleine Rohrer

« Pour ligne de mire le développement de communs indispensables. »

Sandrine Percheval

PARTICIPATION AUX DÉCISIONS

Pour des raisons multiples, le chemin reste long pour que les territoires de montagne dépendant du tourisme repensent profondément leurs modèles de développement, d'autant que la richesse produite sur les territoires de montagne s'est essentiellement concentrée autour de la mono-activité du ski et de l'« or blanc ». Une perspective à donner pour les Alpes dans 70 ans, serait de réussir une transition systémique, respectueuse des écosystèmes vivants (y compris celui des êtres humains) et de leur viabilité et cohabitation sur un même territoire.

Cette transition me semble reposer avant tout sur le renforcement d'une coopération et gouvernance territoriale impliquant toutes les parties prenantes (publiques, privées et citoyennes) et s'appuyant sur un réseau solidaire de compétences et de connaissances avec pour ligne de mire le développement de communs indispensables à un récit de territoire positif. Dans cette projection future, serait acquis : des volontés politiques fortes et affirmées avec une vision transversale des enjeux, une ingénierie locale adaptée aux besoins, une implication durable de toutes les parties prenantes (y compris des citoyens), un financement pérenne et clarifié. ▲

Sandrine Percheval gère depuis 2014 des projets pour l'association ADRETS (Association pour le développement en réseau des territoires et services) dans les Alpes françaises, qui apporte notamment des services publics aux régions rurales avec les Maisons de services au public.



UN PARADIS À DURÉE LIMITÉE

Depuis des siècles, les Alpes sont un lieu de désir. En plus d'une nature fascinante, d'un climat agréable et d'un paysage culturel porteur d'identité, elles offrent des ressources quasiment illimitées comme l'eau, et donc des énergies renouvelables. Or c'est aujourd'hui, c'est-à-dire dans les quelques années à venir, que va se décider combien de temps les Alpes resteront un lieu de désir et une destination refuge. Car la chaleur, la sécheresse et la montée lente, mais constante du niveau de la mer, ainsi que la lutte pour les ressources, nous privent aujourd'hui déjà de nos moyens de subsistance. L'afflux de personnes venues entre autres des régions côtières de l'Asie à la recherche d'un nouveau lieu de vie poussera à l'avenir notre société à la limite de ses capacités. La poursuite du réchauffement du climat mondial provoquera également des tempêtes de plus en plus fréquentes et toujours plus extrêmes dans les Alpes, à l'instar de la tempête Vaia qui a frappé l'Italie en automne



« Les habitant-e-s des Alpes vont bientôt atteindre les limites des possibilités de protection et d'adaptation. »

Madeleine Rohrer

2018, ainsi que de fortes précipitations accompagnées de coulées de boue et d'inondations. Les habitant-e-s des Alpes vont bientôt atteindre les limites des possibilités de protection et d'adaptation. À la fin de ce siècle, les Alpes ne seront plus une « île des bienheureux ». La crise climatique qui s'aggrave touche également ce lieu de désir que sont les Alpes – et va bouleverser nos sociétés. ▲

Madeleine Rohrer est directrice de CIPRA Tyrol du Sud et a été, de 2015 à 2020, adjointe au maire de Merano (Italie) en charge de la mobilité, de l'urbanisme et de l'environnement.

Le droit à des Alpes intactes



Paysage sauvegardé : le protocole Protection de la nature empêche la construction d'une liaison interstations au-dessus de la réserve naturelle de Wahrscheneck (Autriche).

Trois décennies après sa signature, la Convention alpine est plus pertinente que jamais au vu des défis actuels tels que le changement climatique et la perte de biodiversité. **Paul Kuncio** explique quels obstacles doivent être surmontés pour que la vision et le potentiel de ce traité soient pleinement exploités.

Bien qu'étant un étudiant préoccupé par l'environnement et particulièrement intéressé par le droit de l'environnement à la fin de mes études, il m'a fallu attendre mon entrée dans la vie professionnelle au sein d'une organisation environnementale pour découvrir la Convention alpine. Moins de six ans plus tard, j'ai compris le potentiel de cette convention, qui est bien plus qu'un simple traité

de droit international. Il s'agit d'un droit applicable – à condition que la partie contractante concernée ait ratifié la Convention alpine et ses protocoles d'application –, mais aussi d'une institution, composée d'expert-e-s de différents horizons et de tous les États alpins. C'est ce qui fait la spécificité de la Convention alpine par rapport à d'autres traités internationaux.

Photo: Theo Crazzolara

La signature du texte, le 7 novembre 1991, à Salzbourg, en Autriche, n'a pas seulement marqué le coup d'envoi de la concrétisation du contenu de la convention cadre par les huit protocoles d'application ; elle était aussi le résultat d'un objectif fixé depuis 1952 dans le document fondateur de la Commission internationale pour la protection des Alpes : l'élaboration d'un traité à l'échelle des Alpes pour la protection de l'espace alpin. Avec la finalisation des huit protocoles d'application et leur signature, le temps était venu pour les États alpins de transposer la Convention alpine dans leur législation nationale. Le fait que le traité soit encore mal connu de l'administration et de la population trente ans après la signature de la convention cadre, montre que des erreurs ont été commises lors de sa mise en œuvre. Cela a des conséquences : après avoir attiré l'attention à ses débuts, la Convention alpine a été reléguée au second plan dans les années 2000.

CONTRAIGNANTE, MAIS TROP PEU RESPECTÉE

Le droit ne peut déployer son efficacité et être contraignant que s'il est appliqué par les responsables (législateur, administration) et connu des destinataires (collectivités territoriales, population alpine, économie, protection de l'environnement). Les 44 avis exprimés par le service juridique de la Convention alpine coordonné par CIPRA Autriche, qui ont parfois conduit au retrait ou au rejet de différents projets (extension de domaines skiables, lignes électriques à haute tension), montrent toutefois que la Convention alpine n'est pas restée lettre morte. Pour garantir l'efficacité du traité, il est essentiel d'effectuer un travail de sensibilisation permanent, et d'exiger l'application et le respect explicites des dispositions de la Convention alpine dans les procédures. Les trente années de la Convention alpine montrent que faire connaître le traité à la population et à tous les échelons de l'administration est une entreprise longue et difficile. La communication sur les contenus est donc un enjeu primordial.

Les raisons sont peut-être liées au manque de précision, souvent critiqué, ou à l'hypothèse erronée selon laquelle les contenus de la Convention alpine seraient déjà entièrement couverts par le droit national. Les nombreuses dispositions déclaratives, qui ne contiennent ni obligations, ni interdictions concrètes, mais essentiellement des objectifs, semblent rendre le texte difficile à utiliser. Or ces dispositions ont précisément l'avantage de permettre d'interpréter le droit national dans le sens de la Convention alpine, et de justifier les décisions dans le sens d'un développement durable des Alpes. Pour cela, il faut que les décideur-euse-s responsables aient le courage d'appliquer ces dispositions. Les organisations alpines – en particulier la CIPRA – sont elles aussi appelées ici à exiger le respect et l'application de la Convention alpine, afin que ce traité particulier puisse déployer tous ses effets.

VISIONNAIRE ET INTERSECTORIELLE

L'un des éléments essentiels de la Convention alpine est le travail réalisé par le Comité permanent, le Comité de vérification et la Conférence alpine organisée tous les deux ans. Les groupes de travail thématiques, qui réunissent les représentants des parties contractantes et les observateurs comme la CIPRA autour de thèmes tels que les transports, l'aménagement du territoire et le développement durable ou la protection des sols, sont souvent moins visibles. Citons enfin le Comité consultatif sur le climat alpin : cet organe, mis en place en 2016, a élaboré le Système alpin d'objectifs climat 2050 (www.alpineclimate2050.org) et le Plan d'action climat 2.0. Les États alpins se sont ainsi engagés à transformer les Alpes en une région neutre pour le climat et résiliente d'ici à 2050, et contribuent à protéger ce territoire particulièrement vulnérable des effets du changement climatique.

La pression qui s'exerce sur les Alpes n'a jamais été aussi forte. Visionnaire en 1991, l'approche intersectorielle (environnement, économie, social, culture) de la Convention alpine n'a rien perdu de son actualité aujourd'hui. Je souhaite que la Convention alpine bénéficie de l'attention nécessaire et du respect de toutes les parties contractantes pour ce vaste traité, et j'espère que toutes les parties prenantes continueront pendant encore au moins trois décennies à coopérer au-delà des frontières pour la protection et le développement durable de l'arc alpin. ▲

Paul Kuncio

Directeur de CIPRA Autriche et coordinateur du service juridique de la Convention alpine

UNE PIONNIÈRE DES ALPES

Pionnière dans son genre, la Convention alpine a été, dans les années 1990, le premier traité international au monde à considérer une zone de montagne transnationale dans son intégralité. La Convention a été signée par les huit pays alpins : l'Autriche, l'Allemagne, l'Italie, la France, la Suisse, le Liechtenstein, la Slovaquie et Monaco, ainsi que l'Union européenne (à l'époque, CEE). Elle est en vigueur depuis 1995.

www.alpconv.org



Des idées jeunes pour une bonne vie dans les Alpes : l'« Alpine Changemaker Basecamp » de Poschiavo/CH.

Changer les Alpes ensemble

Idées créatives, élan frais et projets innovants pour le développement durable dans les Alpes : l'« Alpine Changemaker Basecamp » (ACB) permet à de jeunes Alpin-e-s motivé-e-s de développer de nouvelles perspectives d'avenir pour les Alpes. Ils-elles sont accompagné-e-s par des coaches issus des milieux de la science, de l'entreprise, de l'artisanat, du développement régional, de l'art et de la philosophie. Un programme de mentorat aide pendant un an les participant-e-s à réaliser leurs projets. L'ACB est le premier projet pilote

du réseau transdisciplinaire « Alpine Changemaker Networks », qui regroupe des organisations du secteur éducatif, du développement régional et de l'environnement, au-delà des frontières nationales, des générations, des barrières institutionnelles et des cultures de la pensée et de l'action. Le réseau a été initié par CIPRA International et Jens Badura de l'agence berg_kulturbüro. L'« Alpine Changemaker Basecamp » est sponsorisé par la Fondation Mercator Suisse.

www.alpinechangemaker.org

Économiser les terres, sauver les sols

Des sols en bonne santé nous nourrissent, préservent la biodiversité, offrent des espaces récréatifs et atténuent les effets de la crise climatique. Et pourtant, dans toute l'Europe, des terres sont chaque jour bétonnées et artificialisées, avant tout autour des villes. Dans ces espaces périurbains surgissent sans cesse de nouveaux logements, des routes, des zones artisanales, industrielles ou commerciales. La transition énergétique entraîne la construction de centrales éoliennes, hydrauliques, biomasse et solaires : les conflits d'usage sont programmés. Avec le projet « Économiser les terres – pour une transition dans la gestion du foncier en zones périurbaines », la CIPRA identifie les bonnes pratiques et élabore des solutions avec trois territoires pilotes. « Économiser les terres » réunit des aménageur-euse-s, la société civile, des administrations et de jeunes adultes. Le projet est soutenu par le ministère allemand de l'Environnement, de la Protection de la nature, de la Sécurité nucléaire et de la Protection des consommateurs (BMUV) dans le cadre de l'Initiative européenne pour la protection de l'environnement (EURENI).

www.cipra.org/fr/economiser-les-terres

Voyager responsable

Explorer les Alpes en respectant l'environnement : le projet Yoalin (Youth Alpine Interrail) permet à des jeunes de découvrir les Alpes en été de manière durable. La quatrième édition du projet de CIPRA International et du Conseil de jeunes de la CIPRA sera lancée en 2022. « Les Alpes sont magnifiques et sont une source d'inspiration. Nous devons les préserver pour les générations futures », déclare Valeriia, étudiante à Vienne (Autriche), et l'une des 250 jeunes qui ont découvert les Alpes avec Yoalin ces dernières années. Des photos et des récits de voyage sont publiés sur les réseaux sociaux et sur le site web du projet, qui propose également des cartes avec des idées de destinations et des conseils inspirants. Le projet est soutenu par l'Office fédéral du développement territorial (ARE), le ministère allemand de l'Environnement, de la Protection de la nature, de la Sécurité nucléaire et de la Protection des consommateurs, l'Office de l'Environnement du Liechtenstein, le ministère autrichien de la Protection du climat, de l'Environnement, de l'Énergie, de la Mobilité, de l'Innovation et de la Technologie, le ministère slovène de l'Environnement et de l'Aménagement du territoire et l'ARGE ALP.

www.cipra.org/fr/yoalin

En quête de bâtiments pionniers

La Confédération helvétique et la Principauté du Liechtenstein lancent en 2022, pour la sixième fois, le prix d'architecture « Constructive Alps », doté de 50 000 €. La CIPRA est chargée du suivi organisationnel du concours. Le prix s'adresse à des projets de rénovation, de transformation et de construction de bâtiments de tous types : maisons d'habitation, édifices publics, bâtiments communaux, hôpitaux, lieux de culte, gares ferroviaires et routières, bâtiments agricoles, bâtiments à vocation touristique... La devise qui sous-tend le concours : pour protéger le climat, mieux vaut restructurer et revaloriser que démolir. Dans cette sixième édition, Constructive Alps accorde donc de nouveau une attention particulière aux rénovations, et recherche des projets qui contribuent à la mise en œuvre de l'objectif climatique du « zéro net ». Le jury a sélectionné parmi les dossiers soumis 25 bâtiments qu'il visitera au printemps 2022. La remise des prix aura lieu début septembre 2022 en Suisse, à Brigue.

www.cipra.org/fr/constructive-alps

Photo: Katharina Söldner

La Via Alpina a 20 ans

Véritable « fil rouge » entre les huit pays alpins, de Trieste (Italie) à Monaco, la Via Alpina, un projet de mise en œuvre de la Convention alpine, est depuis deux décennies un lien physique, mais aussi symbolique entre les populations, les bassins de vie et les espaces naturels. Une randonnée le long de la Via Alpina permet de toucher du doigt les problèmes auxquels sont confrontées les Alpes : changement climatique, pression d'usage, déprise démographique. Mais elle montre aussi des solutions possibles, telles que l'architecture durable, le tourisme doux ou les projets innovants des populations locales. Et elle est toujours une immersion dans la beauté inouïe et la diversité de la nature, de la culture et des langues alpines. En 2022, la Via Alpina fête ses 20 ans et attribue avec le soutien de la Fondation Albrecht von Dewitz huit bourses de voyage d'un montant de 1 500 euros. Les lauréats parcourront par étapes l'ensemble de l'itinéraire rouge, et partageront leurs expériences de voyage.

www.cipra.org/fr/via-alpina

Des ponts pour le climat

Le projet Climate Bridges renforce l'action climatique transnationale dans les Balkans occidentaux, de la Croatie à la Bosnie-Herzégovine et à l'Albanie. En coopération avec d'autres ONG, CIPRA Lab met en place un réseau climatique destiné à soutenir la mise en œuvre au niveau régional et local du programme vert pour les Balkans occidentaux (« Agenda vert »), inspiré du Pacte vert de l'Union européenne. La plateforme du réseau favorise l'échange et la discussion entre les organisations de la société civile et les organismes gouvernementaux. Les expériences acquises dans le cadre de processus similaires dans les Alpes, comme le Partenariat alpin pour l'action climatique locale ou le Comité consultatif sur le climat alpin, soutiennent ces activités. Le réseau sera opérationnel début 2024. Ce projet fait partie de l'Initiative européenne pour le climat (EUKI), un programme du ministère allemand de l'Économie et de la Protection du Climat (BMWK).

www.cirpa.org/fr/climate-bridges

Illustration: Jenni Kuck



Les Alpes, il y a 70 ans

Enregistrement sur puce mémoire, 19 mai 2022 : le drone taxi me donne la nausée. Je préfère donc prendre le vieux téléphérique. Le trajet dure dix minutes de plus, mais à mon âge, je ne suis pas pressée. Mes trois petits-enfants ont été ravis d'avoir une vraie visite ! D'habitude, je joue avec eux en ligne, mais pour mon 71^e anniversaire, je voulais les embrasser. Ils habitent trois arrêts de téléphérique plus haut, dans le village familial, avec parents et amis. Ces stations de ski désaffectées ont encore du bon ! Dans la vallée, il fait désormais trop chaud pour vivre. Je pense à mes parents, qui ont vécu dans la plaine tant que le climat l'a permis. Ils se sont occupés de moi tout seuls, en couple – inimaginable aujourd'hui ! C'était avant la fin de la différenciation entre les sexes. J'ai imprimé à la hâte des cadeaux sur l'imprimante 3D. On ne trouve presque plus de centres commerciaux non virtuels : la plupart sont fermés depuis des années, et ont été transformés en coopératives de jardinage bio, avec des fleurs sauvages pour les insectes sur les toits et les façades. Grâce à leur nanorevêtement solaire, les façades vitrées produisent de l'énergie, stockée dans les anciens parkings. Mais où en étais-je ? Ah oui, mes petits-enfants ! Ils adorent que je leur raconte des histoires de mon enfance. Mon père, par exemple, était fier que nous n'ayons qu'une seule voiture (avec moteur thermique !), que nous allions voir mes grands-parents en train et que nous consommions peu de viande. Il disait toujours qu'il fallait protéger le climat. Quand je leur ai raconté ça, mes petits-enfants ont éclaté de rire, en mordant avec entrain dans leurs brochettes de sauterelles. Ils m'ont demandé ce que ça voulait dire, « protéger le climat » ? Je leur ai parlé de la crise climatique, des glaciers que j'avais encore vus de mes propres yeux, de l'extinction des espèces, de la pandémie dans les premières années de ma vie, et comment tout avait changé. Ils m'ont assailli de questions : « Les gens allaient vraiment au travail, chacun dans sa voiture ? Vous aviez des cours à l'école, pas des tutoriels en ligne ? Le jardinage biologique, la démocratie numérique et l'alpin en deuxième langue n'étaient pas des matières obligatoires au bac virtuel ? Il y avait des « pays alpins » ? »

En répondant à leurs questions, je me suis sentie un peu vieille tout à coup. L'année prochaine, j'irai moi aussi m'installer dans le village familial, près de mes petits-enfants. Je pourrai leur raconter encore plus d'histoires d'autrefois. Et puis, le climat y est plus agréable.

Ylvie Gams

née en mai 2021

BANDE-ANNONCE

ALPENSCÈNE N° 110/2023

Photo: Maya Mathias



Mobilités plurielles dans les Alpes

Sur le rail, sur la route et par monts et par vaux : humains, animaux et végétaux se déplacent sans cesse dans les Alpes. Ils laissent des traces, transforment les paysages, véhiculent des marchandises, font naître des rencontres et franchissent des frontières – avec des répercussions considérables pour la région alpine. Les poids lourds envahissent les cols alpins, les pendulaires vont tous les jours au travail, les touristes affluent en montagne. Les animaux et les végétaux se déploient eux aussi au-delà des limites des forêts et des États. Qui se déplace dans les Alpes ? Quelles sont les lignes de conflits, où ont lieu les rencontres ? Comment emprunter des chemins plus respectueux du climat, quelles pistes mènent à une impasse ? Le n° 110 d'*Alpenscène* explore de nouvelles voies pour une mobilité plus durable dans les Alpes. **À paraître au printemps 2023.**



GRATUITE, MAIS PAS POUR RIEN

Abonnez-vous gratuitement en ligne à notre revue *Alpenscène* : www.cipra.org/alpenscene

Votre don nous permet de continuer à vous proposer des informations solides et divertissantes sur des sujets pertinents à l'échelle des Alpes :

Bénéficiaire : Association CIPRA International

Liechtenstein VP Bank Vaduz
IBAN: LI43 0880 5502 2047 8024 0

Suisse PostFinance
IBAN: CH 41 0900 0000 9001 2206 3

UE Sparkasse der Stadt Feldkirch
IBAN: AT182060403100411770

www.cipra.org/faire-un-don



Merci de
votre soutien !